ASSEMBLÉE NATIONALE

22 janvier 2021

LUTTE CONTRE LA MALTRAITANCE ANIMALE - (N° 3791)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 379

présenté par

M. Bilde, M. Pajot et Mme Pujol

ARTICLE 3

À l'alinéa 3, substituer au mot :

« un »

les mots :

« une convention avec un ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement rédactionnel.

La rédaction de cet article laisse à penser que « refuge » et « fourrière » sont interchangeables.

Pourtant, le refuge est une structure privée qui peut procéder à la mise à l'adoption, et la fourrière, un service public de retrait de la voie publique et de garde.

Une collectivité, en l'état actuel des choses, ne semble pas pouvoir « disposer d'un refuge » puisqu'elle ne peut être à l'initiative de sa création, ni en exercer les missions ordinaires. A moins que l'intention du législateur soit de permettre aux collectivités territoriales de créer un refuge et d'accepter qu'elles puissent mettre à l'adoption des animaux non-identifiés et non-réclamés au-delà du délai de garde. Mais il y a là de toute évidence un manque de clarté dans le texte initial.